

ÉVÉNEMENT

Les demandeurs d'asile délogés manu militari

Ce mercredi matin, les abords de la préfecture avaient des allures de camp de réfugiés. Chapiteaux et bâches dressés en guise de toit, cartons, tapis et vieux matelas pour dormir. Evidemment, il n'y a pas de toilette, les adultes envoient les enfants demander s'ils peuvent emprunter celles de la préfecture, la réponse est négative. Ainsi, sous les conseils des aînés, ils font leurs besoins juste à côté des grilles, au vu de tout le monde. Des donateurs altruistes ont apporté boissons, sacs de riz, mabawa et pains pour les aider. "On est là, c'est ça la France" disent-ils, ironiques. Après l'intervention du sous-préfet Grégory Kromwell sur les ondes d'une radio locale, ils réagissent : "Il veut monter les Mahorais contre nous. Les Mahorais ne nous exploitent pas, sans eux on n'aurait pas d'endroit pour dormir".

► **Cependant, leur présence ne provoque pas que de mouvement de solidarité et d'altruisme.** Certains comme ce jeune entrepreneur Djadjou Midiar, ne voit pas d'un très bon œil ce mouvement : "Je ne dis qu'ils doivent rentrer chez eux mais je pense qu'à Mayotte il y a trop de liberté et ils profitent de cette démocratie pour faire n'importe quoi ; chez eux, ils n'oseraient pas faire ça", lance-t-il. Des affirmations entendues ici et là, mais la plupart de temps la population est médusée, d'où l'élan de générosité de beaucoup. Hier, Josué Mpangirwa Musampa (un de leur porte-parole) disait : "On restera là jusqu'à ce que les autorités trouvent une solution". Il n'aura pas attendu longtemps...aux alentours de 10h30, la préfecture a trouvé la solution : les faire partir.

► **Les ordres ont été donnés et une vingtaine de policier a été déployée pour déloger les habitants de ce campement** qui commençait à faire désordre. Sauf que ces derniers ne s'attendaient pas à une telle solution, eux qui disaient ne pas avoir peur de la police. "Vos policiers, ils ne peuvent rien nous faire, chez nous les



policiers sont des militaires bien armés", affirmaient quelques-uns un peu plus tôt. Mais à l'heure où les ordres sont donnés, il n'y a pas le choix. En dernier recours donc, des hommes et des femmes avec leurs enfants décident de faire un sit-in. Dans un brouhaha général, on les embarque dans le fourgon de la police. Des cris et des pleurs d'enfants retentissent aux oreilles, tandis qu'ils sont mis dans le fourgon. "On ira tous au commissariat s'il le faut" et effectivement, ils iront sous bonne escorte policière.

► **Sans cris ni heurt, ils marchent avec leur banderole** "Nous demandeurs d'asile et réfugiés de Mayotte demandons à l'Etat français le droit à l'égalité, au logement, à l'alimentation". Josué n'hésite pas à affirmer : "Si la France ne peut pas s'occuper de nous, qu'elle nous remette entre les mains du Haut commissariat des Nations-Unies", avant d'ajouter : "On attendait que le préfet nous dise où dor-

mir, il nous envoie des policiers armés. Il nous remet entre les mains de la police, s'il veut que l'on aille à Majikavo, on ira". D'après le capitaine Chaharoumane Chamassi de la police nationale "ils avaient eu autorisation pour manifester hier, donc ce matin ils doivent partir. Il y a mise en danger de la vie des enfants sur ce parking : avec beaucoup de circulation, un drame peut vite arriver. On les avait avertis. Quant à ceux qui se sont assis, il y a entrave à la libre circulation".

► **Amenés au commissariat, les 7 interpellés ainsi que 2 enfants sont sortis sous le coup de midi**, après une vérification d'identité et un rappel à l'ordre. Interdits de retour à la préfecture, ils ont trouvé refuge à l'église Notre-Dame de Fatima, à quelque mètre de la police... "Le père partage notre difficulté, mais on ne pourra pas y rester trop longtemps. C'est à la préfecture de régler nos problèmes", déclare Josué, interrogatif et inquiet sur leur sort futur.

ENVIRONNEMENT

Les déchets du front de mer enfin ramassés

Dans le cadre de l'opération "Nayenchi Ourahafou", l'équipe Déchets de la mairie de Mamoudzou et une équipe de 20 CES ont procédé depuis lundi à l'enlèvement des pneus usagés qui polluent le front de mer, le long de la rocade de M'tsapéré. "Plus de 50 pneus ont été détériorés à ce jour de la boue qui finissait par les cacher de notre quotidien, polluant un peu plus Mayotte, son lagon et son avenir", rapporte Christophe Gravier,

le directeur du Comité du tourisme (CDT), qui invite tous les habitants à "venir soutenir le formidable travail réalisé par ces hommes et ces femmes qui réparent les dégâts causés par ceux qui, ne sachant pas où jeter leurs déchets dont les pneus de camions, d'engins et gros encombrants, les abandonnent dans les rivières, le lagon et les mangroves. Après chaque épisode pluvieux, le désastre est de plus en plus visible".

► **L'équipe des CES est présente jusqu'à vendredi matin de 8h30 jusqu'à 10h-11h**, puisqu'elle doit intervenir avant la marée haute. L'entreprise Tetrama a offert ses services pour l'évacuation gracieuse des pneus et Mahonet a offert les bottes des agents. Norbert Belon, le coordonnateur ARS/CDT est chargé d'accompagner l'opération avec la mairie de Mamoudzou.

